

Jik An Bout

Journal en ligne des Comités Populaires. Responsable de publication : Jean ABAUL
Contact : 0696 41 41 32 | Chemin Vimbert – Lotissement La Haut - 97215 Rivière-Salée. | cncpmartinique@gmail.com



N° 221 – 24 SEPTEMBRE 2024

EDITORIAL

DERRIERE L'ARBRE DE LA VIE CHERE, SE CACHE LA FORET DU PILLAGE CAPITALISTE



Pour nous tous et toutes qui en subissons les effets, « la vie chère » est une piquûre qui, tous les jours sans exception, vient rappeler que nous n'avons pas les moyens de répondre aux exigences d'une vie décente.

Au moindre achat que nous faisons, à chaque facture que nous recevons, chaque fois qu'il faut payer les impôts, l'essence (etc.), ce sont les frustrations, le mal-être et la souffrance qui sont inconsciemment attisés et qui nous poussent, parfois, à agir de façon inconséquente. Il est donc essentiel d'analyser scientifiquement les racines de ce phénomène de « vie chère » et de définir avec lucidité les moyens d'avancer dans une direction alternative et salutaire.

Lire la suite en page 2

BILLET DU CNCPP



Macron continue à saborder la France pour le compte des multinationales

A lire en page 5

PAROLE A



Trois militantes kanak :

« On demande encore plus fortement notre indépendance ! »

A lire en page 8

FOK SAV SA



Génocide sioniste en Palestine

A lire en page 12

INITIATIVES ALTERNATIVES



Radio APAL continuera son combat !

A lire en page 14

DERRIERE L'ARBRE DE LA VIE CHERE, SE CACHE LA FORET DU PILLAGE CAPITALISTE

Ces dernières semaines, à l'occasion des actions visant à combattre la vie chère dans notre pays, nous avons vu se succéder dans les médias, représentants d'entreprises, économistes, journalistes et dirigeants politiques, tous venus porter leurs explications quant à la racine du mal. Ce qui a été mis en avant par ceux qui s'accommodent du système, c'est que les marchandises viennent de loin, qu'il faut payer le fret et les intermédiaires et puis un diabolique « octroi de mer » qui, soit dit en passant, sert à financer les collectivités locales. Évidemment, il n'a pas été envisagé de supprimer la TVA ou les taxes foncières exorbitantes ! Cette explication qui, à priori, paraît logique est totalement fallacieuse. Ceux qui, à juste titre, dénoncent la « pwo-fitasyon », ont rappelé le caractère scandaleux des marges que s'octroient la grande distribution et les entreprises européennes qui jouissent dans notre pays colonisé d'une situation de monopole. Cet aspect est évidemment important, mais il n'est que l'un des facteurs qui doit être pris en compte dans l'analyse.

Précisément, pour comprendre

le phénomène de la vie chère, il est essentiel de considérer, en premier lieu, sa dimension internationale. Ce n'est pas un hasard si, sur tous les continents, les peuples se mobilisent pour la combattre. Cela illustre le fait qu'il s'agit là d'un effet inhérent au système économique mondial dominant.

Que ce soit en Martinique, en France où partout dans le reste du monde les mécanismes qui conduisent à la fixation des prix sont les mêmes. Et, aujourd'hui, où nous évoluons dans le cadre d'une économie globalisée, ce sont les décisions prises par des institutions contrôlées par les grands capitalistes occidentaux qui, en dernière analyse, déterminent les prix dans les moindres recoins de la planète.

A ce propos arrêtons-nous sur deux déclarations faites à l'occasion des débats qui ont suivi les récents événements dans notre pays :

- Premièrement, celle d'une députée qui dénonçait le fait que l'État n'assumait pas son devoir de protéger la population.

- Deuxièmement, celle du Préfet qui, au lendemain des

rencontres organisées sous son égide, annonçait l'objectif de baisser les prix de certains produits de 20 % d'ici à quelques mois, précisant, toutefois qu'il fallait attendre l'installation du nouveau gouvernement français pour que des dispositions puissent être envisagées.

Eh bien ! Tout cela relève du « welto » ! Les théoriciens du Socialisme Scientifique ont déjà largement démontré que l'État est un organe de domination de classe et qu'on ne peut espérer aucune philanthropie de sa part.

Pour revenir à notre sujet principal, il nous faut rappeler que la théorie fondamentale sur laquelle s'adosse le système capitaliste, c'est le LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE. Cette théorie qu'aucun économiste officiel ne conteste, implique le droit pour les capitalistes et les entrepreneurs de fixer librement le prix des produits et des services qu'ils mettent sur le marché. En période de crise majeure ou de guerre les États peuvent déroger à cette règle pour garantir la survie du système, mais il s'agit toujours de parenthèses généralement suivies d'un rattrapage restituant la donne aux capitalistes.



Si dans certains secteurs un semblant de régulation a pu être mis en place, cela a toujours été sous la contrainte de mouvements populaires. Mais, là aussi, les États s'arrangent toujours pour que la main droite récupère ce qui a été donné par la main gauche.

Pendant ce temps, dans les universités, on étudie des théories justifiant que soient imposées les règles voulues par le système capitaliste dominant ; par exemple-là « loi de l'offre et de la demande » ou le mythe de la « main invisible du marché » dont l'objectif est de masquer la dictature imposée à l'économie mondiale par les grands capitalistes, les dirigeants des banques et des multinationales.

Nous avons évoqué plus haut le libéralisme économique sur lequel était adossé le système capitaliste. Aujourd'hui, tous les économistes sérieux s'accordent pour reconnaître que nous sommes passés à l'heure de ce qu'on appelle « l'ultralibéralisme ». C'est à dire que les dirigeants des banques et des multinationales ont installé directement leur pouvoir sur les institutions internationales et, en conséquence, les gouvernements des pays occidentaux ne sont plus que des gestionnaires chargés d'exécuter leurs directives. Ainsi, par le biais de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), du FMI (Fonds Monétaire

International), de la Banque mondiale ou de la Commission de Bruxelles, ils contraignent les États à appliquer les politiques économiques qui servent exclusivement leurs intérêts. C'est, par exemple, sur ordre de ces nouveaux maîtres du monde que les gouvernements sabotent les Services Publics et la Protection Sociale, afin de livrer des marchés aux investisseurs du Privé.

Forts, désormais, de leur pouvoir illimité, les multinationales, les banques, les spéculateurs et les méga-entreprises peuvent se livrer à toutes sortes de pratiques maffieuses telles que l'obsolescence programmée, l'abus de position dominante, le banditisme international qui, à coups d'embargos et de sanctions bafouant leur propre credo libéral et le droit international, entend écraser tous ceux qui menacent leur hégémonie.



On réalise que, dans un tel contexte, la lutte contre la « pwofitasyon » ne pourra être gagnée qu'à l'impérieuse condition d'être intégrée à une stratégie globale et intelligente visant à

combattre le système prédateur dominant et à construire un système alternatif permettant l'accès au MIEUX-VIVRE pour tous.

Nous avons donc le choix entre deux attitudes :

- Soit « Babiyé », « Voyé Piyé », nous lancer dans des combats politiques « san katjil » et « san bâton », tout cela avec pour résultat de « chayé dlo an pannyié » et de rester « konkonm san grenn. »
- Soit « Goumen oséryié pou chanjé la vi-nou ». C'est-à-dire se mobiliser pour faire aboutir des revendications conséquentes et, en même temps jeter les bases de la construction du système alternatif.

Fok pa nou pran dlo mousach pou lèt !

Ceux qui ont choisi cette deuxième attitude savent que la priorité en la matière est de mener une lutte sans concession

contre toute forme d'aliénation et d'illusions afin, qu'au bout du compte, nous puissions changer notre rapport à la production et à la consommation.



Autrement dit, il n'est pas questions que nous empruntons des voies sans issue. C'est pour le POUVOIR DE VIE et non pour le POUVOIR D'ACHAT qu'il s'agit de se battre. Ce n'est pas pour « remplir le caddy » mais pour accéder à des produits nécessaires et sains, au prix raisonnable, qu'il convient de lutter ! Profitons-en pour dire que la simple « baisse des prix » ne saurait être une réponse valable. On a vu comment, après les baisses annoncées à la suite du puissant mouvement de 2009, celles-ci ont surtout permis qu'on nous fourgue des produits de mauvaise qualité, nuisibles à notre santé ou dont le packaging cache un contenu frauduleusement diminué. Cyniquement, libéralisme oblige, des produits de qualité, très chers, continuent à les côtoyer dans les rayons des grandes surfaces, à la disposition de ceux qui peuvent les payer.

Oui, il y a urgence à se mobiliser pour améliorer la situation car la souffrance est grande pour la majorité de notre Peuple. Mais, de l'expérience des luttes populaires menées dans le monde comme dans notre pays même, nous retenons qu'il y a des conditions indispensables à remplir pour que la victoire soit possible. Les plus importantes de celles-ci sont, premièrement, que le Peuple en soit un acteur conscient et organisé et, deuxièmement, qu'il s'appuie sur la force

de son unité et de sa cohésion.

Les revendications n'ont aucune chance d'être satisfaites si elles ne sont pas réalistes et collectivement évaluées par l'ensemble des acteurs concernés au sein du Peuple. Les mobilisations resteront vaines si les choix tactiques et les modalités d'action ne sont pas le fruit d'un travail planifié de réflexion et d'organisation impliquant effectivement les masses populaires.

Nous avons en face de nous des adversaires aguerris qui n'hésitent pas à organiser des provocations pour discréditer les mouvements sociaux et qui n'ont aucun scrupule à réprimer ceux-ci brutalement dès que leurs intérêts sont réellement en danger. C'est donc une très grave erreur de les sous-estimer et d'enclencher des batailles, « la fleur au fusil », sans stratégie globale, sans base arrière organisée.

D'autre part, comme nous l'avons dit plus haut, notre stratégie doit être globale et intelligente : si l'organisation de mobilisations visant à mettre fin aux abus chroniques d'aujourd'hui se justifie, notre tâche majeure est de contribuer à dynamiser l'économie alternative et populaire qui permet déjà à notre Peuple de répondre aux difficultés les plus criantes et de subsister. Confronté à l'horreur du système esclavagiste, à la surexploitation colonialiste permanente,

à la dictature fasciste de l'Amiral ROBERT, il a toujours su faire preuve d'un extraordinaire génie créatif et d'une formidable aptitude à la Résistance. Aujourd'hui encore, le dynamisme dont des milliers de Martiniquais et Martiniquaises font preuve pour créer et développer des initiatives dans tous les domaines, confirme ces capacités.

Nous pouvons faire significativement bouger les lignes en impulsant la synergie entre les réseaux de production et de diffusion qui se développent déjà, en nous organisant pour combattre et contourner les normes inadaptées que nous impose l'Europe, en agissant collectivement pour modifier les comportements en matière de consommation (notamment sur le plan de l'alimentation). C'est fondamentalement cette dynamique qui pourra nous prémunir du tourbillon de la vie chère et qui jettera des bases solides pour avancer sur le chemin de l'indépendance nationale et de la souveraineté.

Notre Peuple a besoin de l'engagement de tous, Jeunes et Anciens, militants et élus politiques conséquents, syndicats, pour que nos revendications aboutissent et pour avancer dans la construction d'une société alternative garantissant le mieux-être pour tous. Organisons-nous et montons au front !





MACRON CONTINUE A SABORDER LA FRANCE POUR LE COMPTE DES MULTINATIONALES

Parce qu'il est un agent des multinationales, Emmanuel Macron impose une politique qui accélère le déclin de la France. La débâcle est réelle, comme en attesteront les chiffres rapportés dans l'encadré joint à notre article. Elle s'accompagne du renforcement de l'agressivité d'une classe dirigeante aux abois. Avec l'objectif de retarder, autant que possible, la chute du système dominant, les gouvernements intensifient la répression des mouvements populaires, le processus de fascisation et l'interventionnisme destructeur dans les pays soumis à l'impérialisme français.



Comme dans tous les pays où sévit le système capitaliste, en France, la pauvreté s'abat sur des couches de plus en plus larges de la population et les inégalités se creusent profondément. Les banques alimentaires se multiplient et crient leur impossibilité de faire face à l'explosion du nombre de familles et d'individus qui se retrouvent en détresse. Mais, de cela, Macron se moque totalement autant, d'ailleurs, que du déclin de son propre pays. Sa mission est de faire place nette afin que les multinationales puissent se gaver librement.

« Quoiqu'il en coûte », il faut saboter les services publics dans tous les domaines. « Quoiqu'il en coûte », il faut abolir toute

législation qui entrave la marche de l'ultralibéralisme. « Quoiqu'il en coûte », il faut mettre en œuvre les directives données par les États-Unis d'Amérique qui sont le principal terreau des dites multinationales.

Ceci dit, tout affidé de l'impérialisme américain qu'il soit, Macron doit entretenir le mythe de « la grandeur de la France » et consolider la mainmise du pouvoir colonial sur les pays qu'elle domine, parce que ce sont des atouts indispensables à l'hégémonie des impérialistes occidentaux. Pour se maintenir, « L'Occident global » a besoin de cultiver l'idéologie du suprémacisme « blanc », de pérenniser l'idée que la solution à tous les problèmes, économiques ou autres, ne peut venir que de son

intelligence, que les aides qui permettent au « tiers monde » de survivre ne peuvent être que le fruit de sa charité. Voilà qui explique l'arrogance puérile d'un Macron quand il va en Afrique ressasser des fadaïses dignes du 19^{ème} siècle.

Mais lui-même ne croit certainement pas à ses propos et il est bien conscient que la lutte déterminée des Peuples dominés menace très sérieusement l'hégémonie française. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle à l'occasion de la présentation du budget militaire de la France (20 janvier 2023), il a tant insisté sur la nécessité du « regard » et de la « présence » sur les « outre-mer ».

La manipulation des listes électorales en Kanaky et la sauvagerie des forces de répression visant à bafouer le droit à l'auto-détermination du Peuple Premier ou, encore, la politique de génocide par substitution menée dans notre pays, sont là pour enlever toute forme de doute quant aux intentions des représentants de l'État Français et des impérialistes occidentaux.



Et puis, Macron déroule le tapis devant les pieds du fascisme !

Aujourd'hui, les multinationales ont besoin de placer l'extrême droite à la tête des institutions du plus grand nombre de pays possible. Elles ont besoin que des gouvernements aux ordres écrasent les mouvements populaires et que des parlements serviles abolissent toute législation susceptible d'entraver leur prédation. Leur puissance financière et les empires médiatiques qu'ils contrôlent sont mobilisés à cette fin. De ce point de vue, leur stratégie est payante. Ce n'est absolument pas un hasard si l'extrême-droite parade au parlement européen et s'assied de plus en plus dans le paysage électoral des différents pays.

En France, la pieuvre fasciste a commencé à étendre ses tentacules de façon ouverte avec la répression barbare du mouvement des « Gilets Jaunes ». Ensuite, le prétexte de la lutte contre le COVID, a permis au gouvernement de contrôler les moindres déplacements de tout individu, de réprimer tous ceux qui mettaient en doute la propagande officielle, d'imposer l'injection obligatoire d'un produit encore expérimental, de licencier ceux et celles qui refusaient de s'y plier en bafouant le code du travail, (etc.). Bref, c'était l'expérimentation à grande échelle de la dictature sur le corps et l'esprit de l'ensemble de la population, sur le droit de chacun au choix et à la libre circulation !

Les attaques menées par Macron contre la « démocratie parlementaire » illustrent, mieux que tout, le processus de fascisation rampante du système. Beaucoup ont dénoncé l'usage systématique du « 49.3 » par son gouvernement pour imposer des lois, (telle que celle sur le sabotage des retraites) rejetées par l'écrasante majorité de la population française et la majorité des parlementaires. Mais c'est le coup de force qu'il tente aujourd'hui pour imposer son pouvoir personnel qui révèle ses intentions aux yeux de tous. Après que son parti politique se soit fait battre aux élections européennes puis aux législatives, le « Napoléon » en herbe a annoncé la dissolution de l'Assemblée Nationale. Son plan était de faire y arriver une majorité d'élus du « Rassemblement National ».

Pour atteindre cet objectif, les médias du système se sont massivement mobilisés et l'on a exhibé une kyrielle de sondages truqués pour lui ouvrir le chemin vers la victoire. Mais, patatras ! C'est le Nouveau Front Populaire qui a gagné le plus de siège. Pas question pour Macron d'accepter cette nouvelle défaite !

« Jupiter » a pris le prétexte des Jeux olympiques pour décréter une suspension de la démocratie. Refusant de nommer un Premier ministre issu du groupe ayant obtenu le plus grand nombre d'élus, comme cela est l'usage dans les « démocraties » du monde entier, après 51 jours de louvoiement, le dit Macron a désigné, en collusion avec le RN, Michel BARNIER pour former le gouvernement. L'homme représente « Les Républicains » (LR), parti arrivé en dernière position aux



législatives avec 6 % des suffrages, qui avait recueilli 4,8 % des voix à la présidentielle en 2022 et 7 % aux élections européennes. Les Ministres en exercice devenus députés, hypocritement qualifiés de « démissionnaires », siègent sur les bancs de l'Assemblée pour biaiser le résultat des votes.



« Dans le même temps », des centaines de décrets sont publiés par le fait du prince et un budget macroniste se prépare dans le dos des parlementaires, faisant fi du calendrier normal et, pire, le Premier Ministre illégitime refusant de transmettre au nouveau

Président de la Commission des finances les documents nécessaires au travail des députés. Est-il meilleure démonstration du fait qu'en construisant son système « démocratique », la bourgeoisie a tout prévu pour qu'elle puisse toujours rester aux

commandes ? Les classes dominantes n'ont-elles pas suffisamment prouvé qu'elles n'hésitent pas à faire appel au fascisme dès que leurs intérêts fondamentaux sont menacés ? Quant à Macron !!!

Quelques données économiques !

- **Désindustrialisation** : « L'un des défis les plus importants à relever pour l'économie française reste cependant sa désindustrialisation et son recours de plus en plus fort à l'importation. Avec une balance commerciale négative de 100 milliards d'euros. (...) Puissance industrielle majeure au début du XX^e siècle, l'économie française est désormais fortement tertiaisée. (...) La désindustrialisation du pays a fortement affecté de nombreux secteurs, dont les moyens de production sont dorénavant en Europe de l'Est ou en Extrême-Orient. Certaines industries restent néanmoins fortes en France, comme le luxe, les cosmétiques et l'aéronautique. C'est ce dernier secteur qui enregistre les meilleurs résultats à l'international. En 2023, le solde commercial de l'aéronautique était estimé à près de 30 milliards d'euros. Mais, au total, la France fait face à un déséquilibre très fort de sa [balance commerciale](#). »^{*1}
- **Secteur agricole** : « Même dans le secteur agricole, autrefois largement excédentaire, la France importe de plus en plus de produits alimentaires, notamment auprès de ses partenaires européens. Depuis 2015, le [solde de la balance commerciale agricole](#) est même devenu déficitaire. Mais, c'est bien l'importation de produits issus des énergies fossiles qui plombent le plus la balance commerciale. Le déficit commercial lié à l'énergie s'élevait à 100 milliards d'euros pour 2023 ; un chiffre en constante hausse en raison de la rupture des transactions avec la Russie, qui fournissait, jusqu'à la guerre en Ukraine, une large part du pétrole et du gaz en France. »^{*1}
- **Inflation** : « Depuis 2022, l'inflation est de retour en France. L'envol des prix de l'énergie sur le marché mondial a fait grimper l'inflation dans toute l'Europe. En janvier 2023, le [prix du gaz avait doublé](#) par rapport à 2015, et les [produits de consommation](#) ont augmenté de 20% dans le même temps. (...) « Entre mai 2017 et novembre 2021, les [ménages dont les revenus sont les plus faibles ont vu leur niveau de vie baisser](#) ; et depuis de nombreuses années, les [écarts entre les hauts et bas salaires](#) s'accroissent toujours plus. La tendance devrait se poursuivre. (...) L'épargne en général est touchée par la stagnation du pouvoir d'achat des Français, avec une diminution de 3 points entre 2021 et 2022 du [taux d'épargne des ménages en France](#). »^{*1}
- **Fraude fiscale** : estimation du ministère de l'économie et des finances à plus de 20 milliards d'euros en 2015, soit 20 fois plus que la fraude sociale ; estimation syndicat national des finances publiques 100 milliards d'euros. ^{*1}
- **Évasion fiscale** : « Le [manque-à-gagner lié aux optimisations fiscales des entreprises](#) sur l'impôt sur les sociétés à 34 milliards de dollars en 2021 en France. »^{*1}
- **Dette Publique** : « À la fin du premier trimestre 2024, la dette publique au sens de Maastricht s'établit à 3 159,7 Md€, soit une augmentation de 58,3 Md€, après + 6,4 Md€ au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle s'établit à 110,7 %, après 109,9 % au quatrième trimestre 2023. »

^{*1} Source des citations : [Maxime Gautier](#) (STATISTA) / ^{*2} Source INSEE

PAWOL FONDOK

« Cette Europe qui jamais ne cessa de parler de l'homme, jamais de proclamer qu'elle n'était inquiète que de l'homme, nous savons aujourd'hui de quelles souffrances l'humanité a payé chacune des victoires de son esprit. »

Frantz FANON - Les Damnés de la terre (1961)



TROIS MILITANTES KANAK

« On demande encore plus fortement notre indépendance ! »



Jik An Bout vous fait partager un article publié sur le site <https://capiremov.org/fr> qui rapporte un entretien avec trois militantes de la Marche Mondiale des Femmes en Kanaky : Oriane Trolue (membre du Comité international du MMM), Françoise Callard (militante de la MMF Kanaky) et une troisième membre (non identifiée pour des raisons de sécurité).*

« **Oriane** : Pour comprendre l'insurrection du peuple kanak et de ses alliés, il faut remonter à la colonisation officielle de la Nouvelle-Calédonie par la France. C'était le 24 septembre 1853. À partir de là, le peuple kanak a subi différentes formes d'assujettissement, qui correspondent au système colonial. Donc avec des conséquences comme la désorganisation de la société kanak en elle-même, qui fonctionnait comme des royaumes, avec les différents clans autour d'une grande chefferie, et ensuite l'administration coloniale a commencé à créer des tribus, à créer des réserves, donc les frontières des différents clans ont changé. La première grande révolte kanak a été en 1878, puis en 1917 et à chaque fois, ces révoltes avaient pour objet de

revendiquer une reconnaissance et surtout, de ne plus être traités comme des êtres inférieurs.

Françoise : Lorsque j'étais adolescente dans les années 1969-70, il y a eu un mouvement de révolte de la jeunesse kanak, qui s'appelait les « Foulards Rouges ». J'ai assisté directement, voire été impliquée aussi dans cette révolte de jeunesse qui aspirait à un pays libre. Pour moi, ça a été un déclencheur de mon esprit de, je dirais pas de femme, de féministe révoltée. À ce moment-là, c'était vraiment un mouvement de libération porté par la jeunesse qui donc surfait sur la vague du mouvement révolutionnaire en France de Mai 68.



Et à ce moment-là, on a aussi pu découvrir notre histoire, parce que jusqu'à présent l'école française coloniale ne nous enseignait pas l'histoire de notre peuple, mais plutôt l'histoire des Gaulois. Tout notre imaginaire a été baigné dans cet apprentissage de la culture française, très éloignée de notre culture kanak et ça a été vraiment une déchirure. Lorsque nous avons réalisé que nous sommes aussi des êtres humains, une civilisation, avec une culture très riche, on s'est dit qu'il fallait absolument se libérer de ce joug colonial qui nous privait de notre dignité.

Oriane : En 1984 – jusqu'en 88 – il y a eu la période qu'on a appelé « les événements ». Il faut bien comprendre que c'était une révolte kanak, encore une fois, où le peuple kanak s'est organisé en tant que peuple, et a politisé son combat sous l'égide du FLNKS – le Front de Libération Nationale Kanak Socialiste. Il y a eu, comme dans différentes histoires coloniales, une répression sanglante de la révolte populaire. Après ces événements, des accords de paix ont été signés entre les leaders indépendantistes avec le FLNKS et les leaders loyalistes. Ces accords-là prévoyaient un processus de décolonisation qui doit aboutir à l'émancipation et à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie. Il y avait cet accord signé en 1988, puis 10 ans après, un autre accord : l'accord de Nouméa. Quand cet accord-là prévoit le processus de décolonisation, techniquement, juridiquement et politiquement, ce qui a été prévu c'était trois consultations de sortie de l'Accord de Nouméa. La première consultation a eu lieu en 2018, avec la question : « Voulez-vous, oui ou non, que la Nouvelle-Calédonie accède à l'indépendance ? » Les résultats de la première consultation : le non l'a emporté, à 57 %, et 43 % pour le oui. Puis, le deuxième référendum – ou la consultation de sortie – a été organisé en 2020. Là, les résultats étaient : « non à l'indépendance » à 53 % et « oui à l'indépendance » 47 %. Donc on voit que le « Oui » progressait très bien en l'espace d'un an et demi.

Pour la troisième consultation prévue en 2021, le peuple kanak a demandé un report de la date de la

consultation, puisqu'on était en pleine période Covid et qu'on a essuyé plus de 200 morts kanak. Le sénat coutumier, qui est l'institution coutumière qui représente la coutume au niveau des institutions, avait décrété le deuil kanak. Un deuil kanak, ça dure un an parce qu'il y a tout un chemin de liens à effectuer entre les clans, les clans paternels et les clans maternels, pour un retour du défunt à la terre et un retour de ce qu'il était, de son sang, vers les « oncles utérins », donc vers le clan de sa mère qui est très important, et on a besoin d'un an. L'État français et les non-indépendantistes ont refusé. L'État français a donc décidé unilatéralement d'imposer la date du 3^e référendum. Le FLNKS et les différents partis politiques indépendantistes ont donc appelé la population à l'abstention. Les résultats de cette dernière consultation : 56% d'abstention. Les indépendantistes ont donc remis en question la légitimité de cette dernière consultation et, actuellement, il y a une demande devant la Cour internationale de justice pour faire annuler ce 3^{ème} référendum. Le 12 mai, quand l'Assemblée Nationale française vote en majorité pour le dégel du corps électoral, sur le terrain, le peuple kanak forme une alliance de plusieurs tendances et mouvements indépendantistes – la CCAT –, pour dire qu'ils étaient opposés au dégel du corps électoral, intimement lié avec le droit à l'autodétermination du peuple kanak. Dégeler le corps électoral provincial revenait, en fait, à porter atteinte au droit à l'autodétermination du peuple autochtone.

Risque de génocide

Oriane : On voit comment, malgré le temps qui a passé, malgré toutes les possibilités qui ont été offertes pour réussir cette décolonisation, les mouvements de lutte du peuple kanak à travers le temps ont toujours été pacifiques, toujours. Toujours nous demandons la paix, toujours nous demandons de bien vivre ensemble, jusqu'à nous, les jeunes aujourd'hui. Et la seule réponse qu'on a eu, ce sont des balles. Des tirs. On nous tire dessus parce qu'on lève notre drapeau, parce qu'on est fiers de lever les



couleurs de la Kanaky. Et on voit qu'en 40 ans, ça n'a pas changé. On passe à chaque fois par différentes émotions, de la colère, puis la tristesse, puis l'effondrement quand on voit nos frères, nos petits frères tomber sous les balles de milices. Mais à chaque fois, ça a été des mouvements pacifiques

réprimés par le sang, à chaque fois. Et l'État français nous dit que c'est la mère patrie des Droits de l'Homme, à chaque fois il le rappelle et il le chante au monde entier ; et nous on voit bien qu'avec nous, avec les Kanak, ce n'est pas du tout ça.

L'un des massacres perpétrés par l'armée coloniale française (grotte de Gossanah à Ouvéa, le 5 mai 1988)



1) Prisonniers au sol



2) l'une des victimes



3) l'enterrement des militants indépendantistes

Camarade MMM : Quand j'ai vu ce qui se passait en Palestine, j'ai très rapidement fait les liens avec ce qui se passe ici en Kanaky et il faut se rappeler que la France n'a absolument jamais condamné Israël, au contraire. La France a par exemple déployé environ 2.700 militaires sur un territoire où nous sommes 270'000 résidentes et il y a 110'000 personnes kanak. Donc je pense qu'on doit être vigilantes sur un risque génocidaire. Ces accords de paix n'étaient que de la paix sociale visible. Quand on voit toutes les discriminations et quand on voit ce que vit le peuple kanak, on ne peut pas parler de paix. Le peuple kanak n'est pas en paix sur sa propre terre. Ce n'est pas parce qu'il va pouvoir, parfois, s'exprimer et avoir ces moments de joie, de liesse, qu'il est en paix. C'est l'État français qui est la puissance administrante ici. On le voit, comment c'est catastrophique la dégringolade qu'il peut y avoir en France. En tout cas elle est sur le versant fasciste, on ne peut pas en douter, on voit comment elle est alliée avec Israël. L'État colonial français est en ce moment très mal parti, dans le sens où sa position au niveau de l'axe Indo-Pacifique vient d'être sérieusement remise en cause grâce au peuple kanak.

Oriane : On a conscience et on sait que tout ce qui se fait là obéit à un plan stratégique néolibéral de l'État français. Il y a eu plusieurs visites du Ministre des Armées, notamment, Sébastien Lecornu, anciennement le ministre qui s'occupait des Outremer française, qui venait justement parler de l'axe Indo-Pacifique avec des rencontres avec les différents chefs d'État dans le Pacifique, avant que ça n'explose ici en Kanaky. Donc nous, en tant que militantes et combattantes de la liberté, on a bien vu que cette militarisation massive a trouvé une justification dans l'insurrection populaire qu'il y a eu. Ils se sont servis de la révolte du peuple pour justifier d'amener presque 3.000 militaires sur le territoire de Kanaky. Cette militarisation obéit plus généralement à un plan colonialiste et néolibéral qu'ils appellent « axe Indo-Pacifique ». Cela leur permet d'avoir une plateforme ici, parce que la Nouvelle-Calédonie a une situation géopolitique très intéressante. Sur le Pacifique sud, les seuls territoires français qu'il y a, c'est la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna. Le reste, c'est anglais avec des relations importantes avec les États-Unis. Sachant que, à côté de nous, on a l'Asie et on est dans la zone Asie-Pacifique.



Donc, derrière tout ça il y a la peur de la Chine, et donc de la Russie. On est donc un peu au milieu des dommages collatéraux de toutes leurs manigances géopolitiques.

On a aussi en Nouvelle-Calédonie le nickel, qui est une ressource très importante, avec un classement mondial des meilleurs minerais. L'autre gisement près de nous, c'est l'Indonésie. Le nickel calédonien connaît actuellement des difficultés, notamment avec l'État français qui a des actions au niveau de la SLN (Société Le Nickel). On connaît de fortes perturbations économiques par rapport au nickel – une crise économique en fait – avant que ça n'explose... Il y a donc tout cet enjeu-là, sachant que la zone économique exclusive (ZEE) en Nouvelle-Calédonie, c'est quand même plus d'un million de kilomètres carrés. Ils ont trouvé des gisements de gaz dans cette zone dont, pour l'instant, l'exploitation n'est pas possible. Le peuple autochtone kanak, à travers les différentes institutions, les aires coutumières, s'y opposent. Il y a un moratoire sur ce qu'on a appelé le parc naturel de la mer de corail. C'est une zone dans le lagon calédonien et au-delà, où, pendant un an à peu près, il est interdit d'exploiter et même d'explorer. Pour l'instant, c'est ce qu'ils appellent des missions scientifiques qui sont sur nos eaux, mais on sait très bien qu'il y a de l'exploration qui cherche. Le fait que le peuple autochtone revendique son indépendance et la souveraineté de ses territoires, de sa terre, va gêner leur plan géopolitique et néolibéral, parce que dans notre culture, dans notre civilisation, les tréfonds marins, sont les habitations des âmes de nos ancêtres. Et il ne faut pas aller les gêner, les déranger, ce sont des endroits tabous. Les clans de la mer sont protecteurs gardiens des fonds marins, donc toute exploitation, toute exploration, vient gêner et perturber nos vieux, et on refuse cela. Bien évidemment, on sait que les transnationales sont là, elles sont derrière et comme tout régime néolibéral, les gouvernements s'y associent et leur propose la force armée.

Quand on – le peuple kanak et les indépendantistes notamment – dénonce une recolonisation de peuplement et une reformulation du colonialisme, c'est le néolibéralisme qu'on est en train de dénoncer.

Françoise : Nous, les femmes, dans la Marche mondiale des femmes, avons organisé en 2021, avant même que tous ces événements se produisent, un séminaire autour de la question de militarisation de notre pays. Nous avons pris cette initiative en tant que féministes et les gouvernements ont vu d'un œil assez détaché, voire inquiet, que l'on s'intéresse à cette question de militarisation. Je souligne ici cette prise de conscience des féministes sur la militarisation ; notre inquiétude se base sur les conséquences que cela peut amener au niveau de nos familles, de notre culture, et bien évidemment de la partie violence faite aux femmes.

De plus, nous sommes un petit territoire — 600 km de long à peine, et 400 ou 300 de large. Donc avec 6'000 militaires et bientôt presque 10'000, ça devient quelque chose de très inquiétant parce que les conséquences, jusqu'à présent, ne sont pas mesurées. Je pense que ça va être un de nos axes de travail de prévenir ce qu'il risquerait de se passer à l'avenir concernant toute cette masse de militaires qui arrive dans notre petit territoire. Et concernant la géopolitique, certainement que personne n'est dupe aujourd'hui au niveau de notre pays, nous sommes conscientes que l'intérêt de la France ici, il est forcément géopolitique. Et avec lui, ce sont les multinationales d'armement, de vente d'armement de guerre et tout ça. Et avant de finir je voudrais juste faire un petit hommage à un petit jeune de Maré, [Jybril](#), qui a été tué d'une balle dans le dos par la milice anti-Kanak. Il avait 20 ans, et aujourd'hui (15 mai) c'était son enterrement sur l'île de Maré dont je suis issue. »

**Entrevue conduit par Tica Moreno.*

Traduction de l'introduction et révision par Gaëlle Sculler.



■ ISRAËL MULTIPLIE LES CRIMES DE GUERRE ET TUE DES TRAVAILLEURS HUMANITAIRES, DES ENFANTS ET DES PERSONNES DEPLACÉES

« *Jik An Bout* » vous propose des extraits d'un article de Thomas Scripps publié le 14 septembre 2024 sur le site <https://www.wsws.org>. Il vient confirmer la cruauté du génocide perpétré par l'armée sioniste d'occupation contre les Palestiniens. On ne dénoncera jamais assez la complicité abjecte des pays occidentaux, dont la France, qui continuent à livrer des armes à Israël, à soutenir financièrement les criminels et à relayer leur propagande. Leurs médias, par exemple, s'acharnent à présenter tous ceux qui dénoncent le génocide comme des « antisémites » et à cacher que de nombreux juifs le condamnent, comme en atteste l'appel que nous publions dans cette rubrique.

« Au moins 220 membres du personnel de l'UNRWA ont été tués depuis qu'Israël a lancé sa guerre génocidaire, sur un total d'environ 300 travailleurs humanitaires. Plus de 70 % des écoles de l'Office ont été bombardées, souvent à plusieurs reprises, et presque toutes servaient d'abris humanitaires. » (...)

« Amed Khan, fondateur de l'organisation humanitaire Elpida, a rappelé les données de l'ONU montrant que le nombre de camions d'aide entrant à Gaza était passé de 100 par jour en juillet (une fraction des 5 à 600 nécessaires selon l'ONU) à environ 50 en août. Seuls 147 camions sont entrés au cours du mois de septembre. Tous les groupes d'aide invoquent les restrictions et les « inspections » imposées par l'armée israélienne pour expliquer cette situation. Pratiquant essentiellement le



salage de la terre, les FDI ont entre-temps « décimé » les biens agricoles de Gaza – 96 % des fermes, des vergers, des systèmes d'irrigation, des machines et des installations de stockage – selon l'agence des Nations unies pour le commerce et le développement. (...)

Plus de 41.000 Palestiniens ont été officiellement tués par la guerre d'Israël et 95.000 « personnes » ont été blessées. Selon l'Organisation mondiale de la santé, un quart de ces dernières,

soit au moins 22.500 personnes, ont subi des « blessures handicapantes », comme des amputations.

On estime que le nombre réel de morts est bien plus élevé. La revue médicale *Lancet* a fait une estimation prudente de 186.000 à la mi-juin. À ce rythme, soit environ 23.000 morts par mois, le nombre total de victimes dépasserait désormais le quart de million d'êtres humains (...).



▪ APPEL JUIF INTERNATIONAL CONTRE LE GENOCIDE A GAZA

Depuis plus de dix mois, tous les jours à Gaza, des vieillards, des femmes, des enfants, des hommes sont sciemment visés et tués. L'occupant attaque les écoles, les hôpitaux, les campements de réfugiés. Il s'acharne sur les médecins, les journalistes, les athlètes. Il organise la famine. L'occupant torture les prisonniers comme l'a démontré le rapport de B'Tselem.

Depuis des mois, des centaines de milliers de Gazaouis survivent sous la tente dans les pires conditions, avec une absence d'hygiène qui favorise les épidémies.

Le monde sait et les dirigeants se taisent. Certains se disent « pré-occupés » mais, collectivement, ils laissent le gouvernement d'extrême droite au pouvoir en Israël détruire chaque jour un peu plus le droit international. Pire, ils continuent de fournir armes et munitions aux génocidaires. Les États-Unis viennent de renouveler leur financement de milliards de dollars à Israël pour des armes et de l'équipement militaire. La décision qui s'impose, sanctionner fortement cet État qui commet les pires

crimes en toute impunité, n'est toujours pas prise.

Nous, Juives et Juifs, parce que le crime se commet en notre nom, parce que nous refusons d'être complices de ce crime atroce, parce que nous refusons que l'antisémitisme (qui est notre histoire intime) soit utilisé pour justifier l'horreur.

Nous appelons à la solidarité concrète avec la population de Gaza martyrisée,

Nous appelons à exiger le cessez-le-feu et l'arrêt de cette tuerie,

Nous appelons tous les pays à sanctionner l'État d'Israël,

Nous appelons au jugement des criminels de guerre et de leurs complices.

Premiers signataires :

Simon Assoun (Tsedek, France) Ariella Azoulay (essayiste et photographe, États-Unis, Israël) ; Etienne Balibar (philosophe, France) ; Michel Benizri (comédien, France) ; Manon Boltansky (NPA, France) ; Rony Brauman (médecin, France) ; Eitan Bronstein (De-colonizer, Belgique/Israël) ; Éléonore Bronstein (De-colonizer, Belgique/Israël) ; Judith Butler

(philosophe, États-Unis) ; Zohar Chamberlain Regev ; (Flottille de la liberté, Israël) ; Shelley Cohen Fudge (JVP, États-Unis) ; Laurent Cohen Medina (traducteur, Espagne) ; Liliana Cordova-Kaczer-ginski (IJAN, Espagne) ; Hilla Dayan (sociologue, Israël, Pays-Bas) ; Sonia Fayman (UJFP, France) ; Dror Feiler (EJJP, Suède) ; Gabriel Hagai (rabbin, France) ; Shir Hever (économiste, Allemagne/Israël) ; Carolyn Karcher ; (professeur, JVP, États-Unis) ; Pierre Khalfa (syndicaliste, France) ; Daniel Kupferstein (cinéaste, France) ; Déborah Leter (Tsedek, France) ; Jean-Marc Lévy-Leblond (physicien, France) ; Gus Massiah (CRID, France) ; Béatrice Orès (UJFP, France) ; Ilan Pappé (historien, Israël) ; Nurit Peled-Elhanan (professeur, Israël) ; Donald Pelles (JVP, États-Unis) ; Fanny-Michaela Reisin (professeur, Allemagne) ; Yakov Rabkin ; (professeur, Canada) ; Catherine Samary (chercheuse, France) ; Jérôme Segal (maître de conférences, France) ; Yonatan Shapira (ancien pilote, Israël) ; Michèle Sibony ; (UJFP, France) ; Eyal Sivan (cinéaste, essayiste, France/Israël) ; Pierre Stambul (UJFP, France) ; Michel Staszewski (professeur, Belgique) ; Marcelo Svirsky (professeur, Argentine et Australie) ; Lea Tsemel (avocate, Israël) ; Dominique Vidal (journaliste, France) ; Richard Wagman (UJFP, France) ; Michel Warschawski (journaliste et militant, Israël)

SUGGESTION DE LECTURE

* <https://investigaction.net/pourquoi-les-medias-cachent-le-vrai-visage-de-la-leader-de-la-droite-venezuelienne-maria-machado>

* <https://www.mondialisation.ca/> Vers un «nouvel ordre mondial numérique oppressif» par Peter KOENIG.



INITIATIVES ALTERNATIVES

Radio APAL continuera son combat !

Dans notre dernière édition, nous vous avons rendu compte de la mobilisation qui s'organisait pour la relance de la radio militante. Le lundi 23 septembre, l'équipe constituée pour faire aboutir le projet a tenu une conférence de presse afin de faire part au public des progrès réalisés.



D'entrée, les participants ont pu découvrir que « *Radio APAL-Jik An Bout* » était déjà diffusée par internet et que le studio où seront réalisées les émissions était fonctionnel. Tous ont pu apprécier la fresque décorative réalisée par une jeune artiste sympathisante de Jik An Bout. Les organisateurs ont informé que le dépôt de la demande d'utilisation de la fréquence avait été faite

auprès de l'ARCOM, mais qu'il n'était pas question d'attendre la réponse de l'institution pour relancer le travail de communication. D'où, la décision de diffuser les programmes de Radio APAL en partenariat avec la radio en ligne « *Jik An Bout* ». Il faut dire que l'association compte parmi ses membres plusieurs fondateurs de « *Radio APAL* ».

D'ailleurs, la grille de

programme qui a été présentée est en droite ligne de celle qui avait présidé au lancement de celle-ci en 1981 : émissions éducatives, de prévention sanitaire et routière, rubrique historique, musiques de tous les peuples du monde, etc... Plusieurs tranches horaires sont consacrées à des émissions destinées à donner la parole à toutes les associations et organisations populaires.



Un appel a été lancé à l'attention de tous ceux et de toutes celles qui veulent porter leur contribution humaine, matérielle ou financière à la lutte pour que

vive Radio APAL et qu'elle poursuive son inestimable apport au combat du Peuple Martiniquais pour son émancipation.

*** Pour concrétiser votre soutien, contacter le :
0696.45.05.41 ou le
0696.41.41.32.**

Elles sont montées au front



Kélina et Keycia,
les deux jeunes sympathisantes qui ont réalisé la fresque décorative du studio.



Gaby,
animatrice bénévole.

AGENDA

LES DIMANCHES DE 8H30 À 11H45
SYNTHÈSE DE L'ACTUALITÉ
INTERNATIONALE
ECHANGES AVEC LES AUDITEURS
SUR RFA RADIO 05 96 03 14 03



Sur le net : www.web-rfaradio.com



Radio Jik An Bout

UNE INFORMATION ALTERNATIVE

Liens :
<https://jikanbouttv.com/radio/>
<https://jikanbouttv.com>
&
Facebook Jik An Bout

CONTACTS :
cncpmartinique@gmail.com
0696 41 41 32 / 0696 25 28 78 / 0696 33 26 32.

